

Il n'y a plus de trotskystes en France

1. La vérité est toujours révolutionnaire

La télévision et tous les médias de masse, tant décriés à juste titre puisque nous connaissons leurs propriétaires, répètent à l'envi que le NPA, Lutte Ouvrière et les divers lambertistes sont des trotskistes. Dans la « gauche et l'extrême-gauche », tout le monde se targue d'avoir un esprit critique à l'égard de ces médias mais personne n'avait pensé à se demander s'il y avait une raison sérieuse pour qualifier tout ce petit monde de « trotskistes ». La réponse à la question allait d'ailleurs de soi : ils sont trotskistes puisqu'ils le disent. A quoi il me suffit de répondre avec la citation de Karl Marx (L'idéologie allemande) : « *Dans la vie courante n'importe quel boutiquier sait fort bien faire la distinction entre ce que chacun prétend être et ce qu'il est réellement* ».

Car — il fallait y penser — pour savoir si une organisation est trotskiste, il faut définir ce qu'est le trotskisme. Avant de proposer une définition, nous pouvons déblayer le terrain en disant que le trotskisme n'est ni une religion, ni une croyance, ni un catalogue d'idées. Et, pendant que nous en sommes au nettoyage préliminaire nous pouvons aussi enlever des potentiels trotskistes le NPA car leurs dirigeants ont eux-mêmes abandonné la référence formelle au trotskisme. Ils incluent d'ailleurs, au fil de leurs pérégrinations diverses des « leaders » comme Ho chi Minh, qui a combattu le trotskiste Ta Thu Thâu ou Che Guevara.



**Ramon Mercader, l'assassin de Trotsky,
avec son ami Raül Castro**

En particulier, Olivier Besancenot ne cache pas son admiration pour « le Che » qui a contribué, avec Fidel Castro, à éliminer le trotskisme de Cuba pour instaurer le régime de parti unique.

Nous nous demandons pourquoi le NPA est encore parfois qualifié de trotskyste.

Pour donner une première indication sur ce qu'est le trotskisme, à défaut d'en donner une définition, rappelons cette belle citation de Trotsky à propos du titre choisi par les trotskistes français pour leur journal :

« Votre hebdomadaire s'appelle la Vérité. On a assez abusé de ce mot, comme de tous les autres, d'ailleurs. Néanmoins, c'est un nom bon et honnête. La vérité est toujours révolutionnaire. Exposer aux opprimés la vérité de leur situation, c'est leur ouvrir la voie de la révolution. Dire la vérité sur les dirigeants, c'est saper mortellement les bases de leur pouvoir. Dire la vérité sur la bureaucratie réformiste, c'est l'écraser dans la conscience des masses. Dire la vérité sur les centristes, c'est aider les ouvriers à assurer la direction juste de l'Internationale communiste. C'est là la tâche de votre hebdomadaire... »

La vérité est toujours révolutionnaire. Il faut donc, en principe, compter sur tous ceux qui se réclament peu ou prou du trotskisme pour s'engager dans « la guerre de l'info » que nous avons lancée afin de faire admettre cette vérité : Walter Hallstein, le premier président de la CEE, était un nazi.

Oui ! celui qui fut pendant 9 années le président de la CEE (ancêtre de l'UE) était un nazi et même un nazi de premier plan. Les preuves abondent.

Voir les deux articles que j'ai consacrés à ce sujet :

- [Walter Hallstein était un nazi.](#)
- [Aude Favre et Matthias Schönwald défendent Walter Hallstein.](#)



J'entends déjà les récalcitrants trouver les arguments ou les prétextes pour se taire : « *C'est ce que disent... De Villiers... Asselineau... La Croix Riz... droite... extrême-droite... stalinien* ». Eh bien non ! Il n'y a pas des vérités de « gauche » et des vérités « de droite ». Vous pouvez penser et dire tout ce que vous voulez sur Asselineau, De Villiers et La Croix Riz. Nous n'en pensons pas moins que vous. Mais, ce qu'il faut faire triompher c'est : La vérité. Or, Force est de constater que nombreux sont ceux qui se disent trotskistes mais n'ont pas manifesté beaucoup d'enthousiasme dans cette bataille de l'info. En d'autre temps, nous les avons connus bien silencieux au sujet du passé pétainiste de Mitterrand ou de son action de bourreau des nationalistes algériens. Il fut, en tant que ministre de la justice, un guillotineur zélé éclaboussé du sang de 45 nationalistes algériens parmi lesquels se trouvait Fernand Iveton.



Fernand Iveton, jeune communiste français guillotiné à Alger, le 11 février 1957. Il militait pour l'indépendance de l'Algérie mais il était opposé aux attentats qui faisaient des victimes chez les civils. Il avait mis en place une bombe artisanale qui ne devait faire que des dégâts matériels. La bombe n'a pas explosé. Le ministre de la justice François Mitterrand s'était opposé à la grâce présidentielle.



Avec cette politique, ils se montrent opposés au trotskisme, non seulement parce que Trotsky argumentait que la vérité est toujours révolutionnaire mais aussi parce qu'ils se conduisent à la fois comme des sectaires et des opportunistes ce que Trotsky avait également dénoncé dans [Le Programme de Transition](#). Je vous invite à en lire les deux chapitres intitulés : « *contre l'opportunisme et le révisionnisme sans principe* » et « *contre le sectarisme* ». Trotsky condamne ici deux aspects de la politique qui fait obstacle aux révolutionnaires. Il s'agit bien de deux aspects d'une même politique puisque Trotsky précise : « *Dans la politique pratique, les sectaires s'unissent à chaque pas aux opportunistes, surtout aux centristes, pour lutter contre le marxisme.* » Sectarisme et opportunistes vont de pair. Ce sont les deux faces de la

même médaille. Nous voyons clair dans le jeu des révolutionnaires de la phrase qui apparaissent comme des sectaires-gauchistes quand ils condamnent à grands coups d'épithètes les réactionnaires Asselineau et De Villiers ou la stalinienne La Croix Riz. Cette phraséologie ultra-gauche leur sert en fait à masquer une politique opportuniste voire même réactionnaire puisqu'il s'agit pour eux de cirer les pompes aux milliardaires qui possèdent la presse dominante et qui sont les premiers défenseurs de l'UE. Ceux-ci ont imposé des campagnes de presse pour le vote du traité de Maastricht puis pour le référendum de 2005 au cours desquelles toutes les télévisions, toutes les radios et tous les journaux avaient le même discours : il fallait l'UE, toujours l'UE car sinon le ciel devait nous tomber sur la tête. En fait, il s'agit pour ces révolutionnaires de salon d'appuyer cette politique pro-UE. Cette politique évidemment réactionnaire les amène à se taire quand nous engageons ce combat pour la vérité : Oui ! Le père de l'Europe, celui qui a présidé la CEE pendant 9 ans était un nazi de premier plan qui a travaillé pour le compte d'Hitler sur un premier projet européen (La Neue Europa) avant de se mettre au service de la « construction européenne » pour le compte des dirigeants américains.

2. Socialisme ou barbarie

Les trotskistes sont les combattants pour le socialisme. Restés fidèles au marxiste, ils œuvrent à la construction d'une internationale pour la révolution socialiste mondiale. Car le combat pour le socialisme est, plus que jamais, à l'ordre du jour.

La pandémie du coronavirus vient de nous donner une préfiguration de ce que pourrait être la barbarie destructrice de l'humanité engendrée par le capitalisme arrivé à son stade de putréfaction. Les épidémies (coronavirus, vache folle, sida, virus Ebola, grippe A, H1N1...) constituent un risque tout aussi grave, voire plus, que le réchauffement de la planète dont les causes avancées sont aussi hypothétiques que la validité de certains symptômes. Mais ce risque permet de faire tellement de beaux discours et, accessoirement, de privilégier l'énergie nucléaire voire d'augmenter le prix des hydrocarbures.

La barbarie, ce n'est pas seulement ce que nous risquons de voir dans peu de temps : des petits épargnants spoliés, de multiples faillites d'entreprises, le chômage qui explose, les fonctionnaires sans salaire qui rentrent chez eux ; plus de transports, d'eau potable, de poubelles ramassées, d'infirmiers et de médecins dans les hôpitaux. C'est la généralisation des épidémies qu'un tel système sera incapable d'endiguer... La recherche du profit met en concurrence des laboratoires qui travaillent dans le plus grand secret pour trouver des vaccins au lieu de collaborer... Ils sont prêts à saboter les recherches des concurrents pour gagner le jackpot ! Dans cette compétition tous les coups sont permis. La barbarie c'est aussi le risque d'explosions nucléaires déclenchées par des chefs d'état qui, tel un Goebbels assassinant ses enfants avant de se suicider, pourraient choisir délibérément de lancer le feu nucléaire avant de disparaître. La barbarie sera à terme la survivance d'un résidu d'humanité ou sa disparition.

La préfiguration de la barbarie est bien là. La lutte des impérialistes pour dominer le monde sème la misère et la désolation en Irak, en Lybie, en Afghanistan... C'est le naufrage du capitalisme en guerre contre les exploités. Quand ceux-ci résistent et se révoltent contre leur constante politique d'austérité dont nous voyons aujourd'hui les ravages, les politiciens lancent tout leur arsenal de répression.

A l'opposé, le socialisme est lui aussi à portée de main. Ce serait la mise à disposition de l'humanité entière des ressources de la planète avec une gestion qui viserait le mieux-être de tous plutôt que la recherche effrénée du profit pour le bénéfice de quelques-uns. Cela se ferait, dans un premier temps, dans le cadre des nations. Les exploités ayant pris le pouvoir dans quelques pays développés donneraient un exemple pour tous les pays du monde. Rapidement

les peuples feraient des accords sans plus jamais se considérer comme des concurrents, des adversaires ou des ennemis mais toujours comme des partenaires. Chacun trouverait chez l'autre ce qu'il ne peut pas facilement avoir par ses propres moyens. Puis, sans doute que la notion de "Nation" s'effacera... Les hommes seraient très vite amenés à exploiter les ressources des mers et plus particulièrement des mers du sud avec toutes les protéines qu'elles peuvent fournir et des sources d'énergies quasiment infinies et non polluantes (vents et courants) ...

Pour passer à cette politique au service du bien collectif, il faut que les exploités prennent leur destin en main. Il faut qu'ils prennent le pouvoir.

L'espoir d'une construction du socialisme reste parfaitement réaliste. Il s'agit de construire une société sans exploités et sans exploités. Ce n'est pas parce que les avancées qui ont été menées jusqu'à maintenant dans ce sens ont échoué et parfois abouti à des dictatures que cela est inéluctable. Il en va à ce sujet comme de l'apparition des républiques capitalistes. Entre la révolution de 1789-93 et la réalisation avec la 3ème république d'un état "capitaliste démocratique", il aura fallu beaucoup d'avancées et de reculs (2 empires, 2 restaurations, 2 formes de monarchie celle de droit divin et la monarchie constitutionnelle de Louis Philippe, la Commune de Paris). Cela fait beaucoup d'échecs, pendant près d'un siècle, avant la réalisation de ce qui correspondait à peu près aux idées des révolutionnaires de 1789. Il aura aussi fallu des échecs avant que le socialisme soit victorieux. Cependant, le capitalisme pourrissant nous mène tellement vers des catastrophes que nous sommes toujours face à cette alternative annoncée depuis plus d'un siècle par Rosa Luxemburg : [SOCIALISME OU BARBARIE](#).

3. Le combat des bolcheviks

Il nous faut reprendre et continuer le combat engagé par Marx et Engels et dont les bolcheviks ont été les glorieux continuateurs. Lénine, de retour de son exil en Suisse, à peine arrivé en Russie, clame haut et fort que c'est la révolution socialiste mondiale qui est en marche et non pas seulement la révolution russe.



Lénine arrive le 3 avril 1917, à la gare de Pétrograd. Il est acclamé par la foule et fait un bref discours.

« Chers camarades, soldats, marins et ouvriers ! Je suis heureux de saluer en vous la révolution russe victorieuse, de vous saluer en tant que détachement d'avant-garde de l'armée prolétarienne mondiale... La guerre de rapine impérialiste est le commencement de la guerre civile dans toute l'Europe... L'heure n'est pas loin où, à l'appel de notre camarade Karl Liebknecht, les peuples tourneront les armes contre leurs exploités capitalistes... L'aube de la révolution socialiste mondiale luit... En Allemagne, tout est en ébullition... D'un moment à l'autre, chaque jour, on peut s'attendre à l'écroulement de tout l'impérialisme européen. La révolution russe que vous avez accomplie en a marqué les débuts et a posé les fondements d'une nouvelle époque. Vive la révolution socialiste mondiale ! »

Aujourd'hui, les noms de Lénine et Trotsky font encore trembler les bourgeois qui n'ont cessé de les salir. Ceux qui, pour le compte des milliardaires, exercent le lucratif métier de calomnier toutes les révolutions s'en donnent à cœur joie à l'instar de Stéphane Courtois. Les bolcheviks seraient pour eux des dictateurs. Ils assimilent les bolcheviks avec la dictature mise en place par Staline. Mais cela n'a rien à voir. Pour établir sa dictature, Staline a exterminé les bolcheviks. Des huit membres du premier bureau politique du parti bolchevik seuls Lénine et Staline sont morts de « mort naturelle ». Tous les autres ont été exécutés par Staline (Kamenev, Krestinski, Zinoviev, Boubnov) ou assassiné, comme Trotski, ou encore mort en prison, comme

Sokolnikov. Parmi les seize membres du premier gouvernement bolchévik, [Alexandra Kollonkaï](#) est la seule à avoir survécu à la terreur stalinienne. D'ailleurs, seule une poignée des bolchéviks de la révolution de 1917 a survécu aux purges de Staline. Je ne dénombre que neuf survivants. Pour être précis voici leurs noms : [Matvei Muranov](#) (1873-1959), [Alexandra Kollontai](#) (1872-1952), [Elena Stassova](#) (1873-1966), [Viatcheslav Molotov](#) (1890-1986), [Mikhaïl Kalinine](#) (1875-1946), [Andrei Jdanov](#) (1896-1948), [Kliment Vorochilov](#) (1881-1969), [Anastase Mikoïan](#) (1895-1978) et [Lazare Kaganovitch](#) (1893-1991). Que ceux qui en connaissent d'autres n'hésitent pas à me le faire savoir ! Précisons d'ailleurs que Kalinine, Jdanov et Mikoïan ont certes échappé aux [grandes purges staliniennes](#) mais il n'est pas certain qu'ils auraient survécus à Staline qui a poursuivi ses répressions politiques jusqu'à sa mort le 5 mars 1953. L'affaire du « [complot des blouses blanches](#) » battait son plein au moment de son décès. Ils ne sont que cinq à avoir survécu à Staline.

Sur le même thème, [Pierre Broué a écrit](#) : « *Sur les millions de détenus libérés des camps de concentration après la mort de Staline, (...) les trotskystes survivants peuvent se compter sur les doigts d'une seule main ?* ». Notons que les trotskistes dont parle Broué n'étaient pas nécessairement tous des anciens de la révolution d'octobre.

Les quelques bolcheviks de la révolution d'octobre 1917 survivants aux massacres de Staline sont pour la plupart devenus des hitléro-staliniens à l'instar de Molotov dont le nom reste associé au fameux [pacte Hitler-Staline](#) qu'il a négocié avec Ribbentrop. Les spécialistes auront sans doute compris qu'il me plait de les qualifier d'hitléro-staliniens car les purges de Staline ont été justifiées en France par le PCF qui expliquait qu'il s'agissait d'éliminer des « traîtres hitléro-trotskyistes ». Or, avec le recul du temps, il est évident qu'il n'y a jamais eu d'hitléro-trotskyistes mais il y a bel et bien eu des hitléro-staliniens à commencer par Staline et Molotov.

Les bolcheviks massacrés par Staline n'avaient rien de commun avec "la dictature". Ils étaient épris de liberté et ils voulaient la paix. A peine au pouvoir, ils ont signé un compromis avec les allemands ([traité de Brest-Litovsk](#)) qui a permis aux russes, au prix de graves concessions, d'être les premiers à sortir de l'infâme guerre de 1914-18. Ils se sont battus pour abattre la dictature du tsar et pas pour en créer une autre. Ils ont combattu toutes les puissances capitalistes d'Europe qui avaient envoyé leurs ouvriers s'entretuer en 1914. Les grandes puissances capitalistes n'ont pas pu mobiliser suffisamment de forces pour liquider cette révolution. Ils ont été limités par la résistance des prolétariats de toute l'Europe qui ouvraient de multiples mouvements révolutionnaires. Les bolchéviks ont gagné la « guerre civile » qui était en fait une guerre contre toutes les puissances capitalistes en s'appuyant sur la résistance des travailleurs de toute l'Europe. En ce sens la révolution d'Octobre est une victoire du prolétariat de toute l'Europe. Cette révolution était la hantise des capitalistes. Les exploités d'Europe étaient les premiers à vouloir exterminer les bolcheviks mais, finalement, ce ne sont pas eux qui l'ont fait. C'est Staline qui s'en est chargé plus tard pour mettre en place sa dictature. Il a mené une contre-révolution préventive contre ceux qui n'auraient jamais accepté sa dictature.

La haine à l'égard des bolcheviks et de la révolution d'octobre est la pure expression de la conscience de classe des capitalistes. De tout temps, depuis les révoltes des esclaves spartakistes jusqu'à nos jours, les exploités n'ont cessé d'exprimer leur haine, égale à leur hantise, contre les exploités qui se révoltent. C'est pourquoi ils calomnient toutes les révolutions et tous les révolutionnaires. Leurs discours sont toujours les mêmes : laissez-nous jouir de votre plus-value ! Transpirez pour nous ! On veut vous faire crever au boulot (Tiens ! Si on faisait une réforme des retraites...). Soyez soumis et dociles. Si vous vous révoltez, il y aura plein de morts.

Ce sera atroce et ce sera de votre faute. C'est vous qui aurez commencé. Vous l'aurez bien cherché...

Il faut bien qu'ils placent les bolcheviks et la révolution russe dans leurs immondes calomnies habituelles. Classiquement les réactionnaires dressent un tableau mensonger de la guerre civile. L'armée rouge aurait agressé de gentilles armées blanches (comme des colombes), pacifiques et chrétiennes pour leur faire subir les pires atrocités. La réalité est bien différente. Au cours de cette guerre civile, les armées blanches ont laissé libre court à leur haine des révolutions et des révolutionnaires. Kornilov avait dit dès décembre 1917 : *"même si nous devons brûler la moitié de la Russie et tuer les trois quarts de sa population pour la sauver, nous le ferons"*.

De fait, les armées blanches ont semé la terreur :

"Les « Blancs », tout comme les unités nationalistes ukrainiennes de Semion Petlioura, réquisitionnèrent aussi sans ménagement, recrutèrent de force, commirent de nombreux massacres de civils. Leurs plus terribles exactions furent dirigées contre la population juive d'Ukraine et de Biélorussie, victime des plus grands massacres (100 000 à 200 000 morts) perpétrés contre cette communauté avant l'Holocauste 27."

Cf. "La société et la guerre dans les espaces russe et soviétique, 1914-1946 - Nicolas Werth" p. 199



Bolchéviks exécutés à Vladavostak



Membres du soviet Aleksandro-Gaysky exécutés par les cosaques d'Ataman Dutov

Jean-Jacques Marie, dans : *"la Guerre des Russes blancs. L'échec d'une restauration inavouée (1917-1920), Paris, Tallandier, 2017"*, nous livre quelques citations :

"Ainsi que l'écrit le jeune Sidorine, « Tous les bolcheviks que nous prenions les armes à la main étaient fusillés sur place : un par un, par dizaines, par centaines. C'était une guerre d'extermination. » (p. 95)".



Des gardes blancs exécutant des soldats rouges vers Längelmäki



Personnes cherchant leurs proches après la chute de Tampere



Prisonniers "Rouges" dans le camp de l'île de Suomenlinna. 11 000 personnes décèdent dans ces camps de malnutrition ou en étant exécutées

Dans un autre livre de Jean-Jacques Marie intitulé : *"L'antisémitisme en Russie, de Catherine II à Poutine"*, on trouve cette description des exactions des cosaques blancs lesquels amalgamaient dans une égale haine les juifs et les communistes :

"Dans la chasse aux juifs, les cosaques blancs se signalent par leur extrême cruauté. Certains cosaques organisent "la soupe communiste" : il jette dans une immense cuve d'eau bouillante dressée sur la place centrale du village des communistes juifs, puis contraignent leurs camarades capturés à manger les corps ainsi bouillis. Quiconque refuse est à son tour jeté dans la cuve. Certaines victimes de ce cannibalisme en perdent la parole et la raison. En septembre 1919, à Fastov, bourgade commerciale au sud-ouest de Kiev où vivent près de 10 000 juifs, déjà victimes d'une demi-douzaine de pogromes, une brigade de Cosaque de Terek se déchaîne. Ils rossent les juifs, déshabillent hommes, femmes et enfants et les contraignent à crier : "Mort aux youpins, sauve la Russie", violent les femmes à la chaîne, éventrent les femmes enceintes, puis les sabrent à la volée, leur coupe les membres et le nez, les pendent, puis livrent leurs cadavres aux chiens et aux porcs ; ils contraignent des juifs à incendier leurs maisons puis les repoussent dans les flammes ; des familles entières sont brûlées vives sur un bûcher formé de meubles entassés. Il y a plus de 1 000 morts dont une centaine de brûlés vifs.

A Tchernobyl, les Cosaques enferment tous les juifs de la ville dans la synagogue et y mettent le feu. A Tcherkass, ils violent toutes les fillettes dont beaucoup sont retrouvées mortes un couteau ou un sabre enfoncé dans le vagin. En décembre 1919, dans la brigade de Podole, les cosaques torturent, mutilent des dizaines de juifs et jettent leurs cadavres aux chiens et aux porcs, pendant qu'au milieu de la bourgade, les officiers sablent le champagne...»

Ces quelques citations ne suffisent pas à effacer la somme de calomnies qu'ont déversées tous les réactionnaires contre les bolcheviks car ceux-ci ont surtout eu à leurs yeux le grand tort d'avoir gagné la guerre civile et donc de ne pas leur avoir laissé le loisir de massacrer autant qu'ils l'auraient voulu.



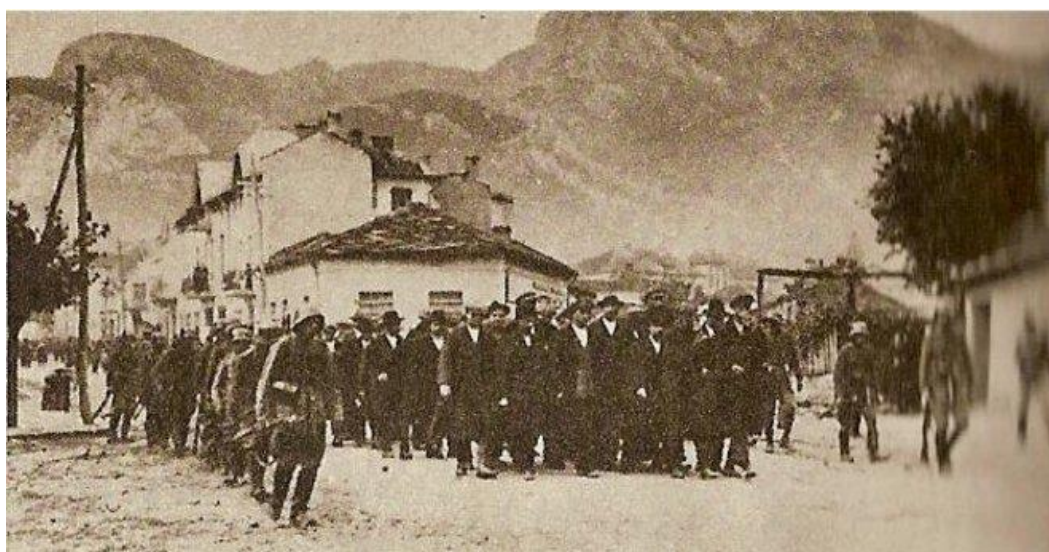
La pendaison de travailleurs dans le Yekaterinoslav par l'armée austro-hongroise en avril 1918.



Une pendaison en public lors de la terreur blanche hongroise

4. Une vague révolutionnaire déferle sur l'Europe

Après la mort de Lénine, la révolution russe a dégénéré essentiellement parce qu'elle est restée isolée. Elle a pourtant été suivie de puissants mouvements révolutionnaires dans toute l'Europe. Dès 1917, une [grève générale mobilise la classe ouvrière en Espagne](#). Une grève de masse en Autriche crée une [situation révolutionnaire à partir du 14 janvier 1918](#). Au même moment ce sont les ouvriers hongrois qui entrent en grève (18 janvier 1918) et élisent les premiers conseils ouvriers. Ce sera la [révolution en Hongrie en 1919](#). La vague révolutionnaire déferle aussi en Norvège, en Irlande, en Espagne, en Grande-Bretagne, aux Pays-Bas. Je ne peux guère, dans le cadre de cet article, donner plus de détails. Il y eu aussi la [guerre civile en Finlande](#), les [mutineries dans la Mer Noire](#) puis dans plusieurs grands ports d'Europe... C'est d'ailleurs par une mutinerie de marin que débute la [révolution spartakiste](#) en Allemagne en 1918. Mais, ces autres révolutions ont été écrasées en Finlande, en Hongrie et également [en Bulgarie en 1923](#).



Rebelles bulgares arrêtés en 1923

Ce sont principalement [les défaites en Allemagne \(en 1918 puis 1923\)](#) qui ont été la pire des déceptions pour les bolcheviks lesquels comptaient que la révolution se propage d'abord en Allemagne puis dans toute l'Europe. Le prolétariat allemand subit une première défaite en 1918-19. La révolution spartakiste a en effet échoué et ses deux grands leaders Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht ont été assassinés dans des conditions où la responsabilité des socialistes du SPD est écrasante même s'ils n'en sont pas directement les auteurs. Ensuite Lénine et Trotsky essaient de redresser les erreurs du jeune parti communiste allemand (le KPD) qui mène une politique trop sectaire (gauchiste). En 1923, une nouvelle révolution échoue à cause d'hésitations au moment de l'insurrection. Trotsky avait été un moment pressenti pour se rendre à Berlin en tant qu'organisateur de l'insurrection mais la suggestion fut rejetée (Cf. « La révolution allemande » de Chris Harman p. 335.) Pour bien comprendre comment s'est fait ce tournant, je conseille de visualiser [la petite vidéo](#) sur YouTube ou Pierre Broué et Jean-Jacques Marie donnent quelques explications. Ils montrent comment Staline a fini par l'emporter avant que Lénine ait pu engager le combat qu'il projetait contre lui. L'opposition entre Staline et Trotsky apparaît en effet avant même le décès de Lénine. Celui-ci en est évidemment informé. Dans un premier document, il donne son avis sur les défauts et les qualités respectives des deux leaders. Puis, voyant que ses propres décisions sont bloquées par Staline, il décide de l'écarter du pouvoir. Une confrontation de Lénine et Trotsky ensemble contre Staline n'aurait assurément pas laissé beaucoup de chances à ce dernier. Malheureusement Lénine meurt avant que la confrontation ait lieu. Comme Jean-Jacques Marie l'explique Staline prend rapidement de l'importance dans l'appareil d'Etat du fait des conditions particulières de la Russie à ce moment. Il bénéficie d'une part de circonstances qu'il n'a pas créées et d'autre part de son poste de secrétaire général du parti qu'il a obtenu de manière fortuite en avril 1922. Ce poste lui donnait une fonction d'organisation de l'appareil mais nullement une fonction de dirigeant politique car c'était Lénine le dirigeant reconnu par tous. Mais Staline s'est ainsi trouvé à la tête d'un appareil qui a pris une place démesurée très rapidement à cause des circonstances particulières où toute une administration se met en place pour relancer l'économie russe et pour gérer la pénurie dans les conditions difficiles d'un pays arriéré qui vient de subir une terrible guerre civile. Comme le dit Jean-Jacques Marie, Staline utilise une situation qu'il n'a pas créée. Ce sont ces conditions, qui lui sont particulièrement favorables, avec bien sûr le décès de Lénine et surtout l'échec de la révolution allemande qui permettent à Staline de prendre l'avantage sur Trotsky. C'est dans ce contexte que Staline a fini par l'emporter sur Trotsky et a théorisé cet isolement de la révolution russe en prônant le « [socialisme dans un seul pays](#) ». On peut dire qu'en 1923-24, la défaite de la deuxième révolution allemande suivie de la mort de Lénine ont fait basculer l'histoire de l'Humanité.



Rosa Luxemburg



Révolution de novembre 1918 à Berlin : un groupe de soldats brandissant le drapeau rouge, le 9 novembre à la Porte de Brandebourg.



Karl Liebknecht

Le trotskisme débute donc en 1924 après la mort de Lénine quand Staline et Trotsky se disputent la direction du parti bolchévique, de l'état russe et de l'internationale communiste. Cette date a une importance dans les discussions avec les réactionnaires de tout poil qui ne manquent pas d'expliquer que les trotskistes sont d'abominables révolutionnaires sanguinaires qui ont perpétré une quantité de massacres. Eh bien non ! Répétons-le, le trotskisme débute en 1924, en même temps d'ailleurs que le stalinisme, et aucune personne ne peut se plaindre d'avoir vu une goutte de sang couler du fait des trotskistes. Alors qu'à l'inverse, les trotskistes ont été les victimes d'atroces répressions tant de la part du stalinisme que du nazisme.

5. Vers la IV^{ème} internationale

Aussitôt après ce tournant de 1923-24, Staline va imposer un nouveau cours à l'Internationale Communiste. L'opposition est désormais ouverte entre les deux hommes. C'est à partir de ce moment qu'on commence à parler de trotskisme et de stalinisme. A l'époque le terme « trotskisme » n'est d'ailleurs utilisé que par les partisans de Staline.

Nous pouvons dès lors essayer d'avancer vers la définition de ce qu'est le trotskisme.

Après l'échec de la révolution de 1923, tout le monde continue à observer ce qui se passe en Allemagne. Ce qui n'étaient que des erreurs dans la politique sectaire-gauchiste du KPD va se transformer en une politique criminelle impulsée pendant dix années par Staline. Celui-ci ne cherche plus une victoire en Allemagne car il veut asseoir le « socialisme dans un seul pays » en Russie.

Rappelons que le KPD (Parti communiste allemand) semblait en 1923-24 être l'organisation la plus porteuse des intérêts de la classe ouvrière. Les militants du KPD avaient d'apparentes bonnes raisons pour détester le SPD. Ils s'étaient battus contre lui notamment au cours de « la semaine sanglante » du 6 au 13 janvier 1919. L'écrasement de cette révolte et sa répression menée par le ministre du SPD Gustav Noske fut terrible. Les grands leaders du mouvement ouvrier, Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg avaient été assassinés le 15 janvier soit deux jours après « la semaine sanglante de la révolte spartakiste ». On peut dire que les militants du KPD avaient plus de raisons de rejeter le SPD que quiconque n'en a aujourd'hui pour rejeter Jean-Luc Mélenchon, Fabien Roussel ou Jean-Christophe Cambadélis. Et pourtant, ce fut une grave erreur de ne pas chercher l'unité. Au début des années 30, le KPD traitait les socialistes du SPD de sociaux-fascistes au moment même où le parti nazi se développait. Les nazis pouvaient faire de l'humour cynique du style : « *Ces crétins ne savent pas ce qu'est le fascisme. Ils vont le découvrir quand nous serons au pouvoir. Nous les enverrons tous dans des camps de concentration* ».

Voici une citation exacte de ce qu'ils écrivaient dans leur journal le « *Nationalsozialist* » :

« Mais ce qui est plus comique et grotesque que toutes les injures est [...] l'hommage tout à fait injustifié fait aux sociaux-démocrates désignés comme des fascistes. Présenter la masse petite bourgeoise de la II^{ème} Internationale, la bande juive, les ennemis mortels du fascisme italien, comme fascistes, il faut pour cela une gymnastique cérébrale peu ordinaire... Mais patience ! Communistes et socialistes, autrement dit marxistes, auront bientôt l'occasion d'apprendre ce que signifie le fascisme ».

KPD et SPD étaient incapables de s'unir pour faire face à la montée du nazisme. Ils avaient d'ailleurs chacun leur organisation de combat : le « front de fer » pour le SPD et le « front rouge » pour le KPD. Trotsky proposait la politique du FOU (Front Unique Ouvrier) pour unir le SPD et le KPD contre les nazis.

Thaelmann, le principal leader du KPD tonnait : « *La création du prétendu "Front de fer" social-démocrate [...] est la tentative d'une plus grande activité fasciste* ». Il assimilait donc l'activité du « front de fer » (des socialistes) à une activité fasciste. Il écrivait : « *Sans la victoire de notre lutte contre la social-démocratie, nous ne pourrions vaincre le fascisme* ». Il donnait la priorité au combat contre le SPD plutôt qu'à la lutte contre les nazis. Il fallait selon lui commencer par battre le SPD avant de lutter contre le nazisme.

Cela a amené à la catastrophe de la prise du pouvoir par Hitler en 1933 après l'élection d'Hindenburg en 1932 qui n'est pas sans nous rappeler l'élection de Macron. En effet, les Besancenot et Présumey de l'époque avaient appelé à voter pour Hindenburg, en se bouchant le nez, afin, d'après eux, de voter contre Hitler. Être trotskiste s'est aussi avoir assimilé cette leçon. Nous en reparlerons

A partir de 1933, le trotskisme entre dans une seconde phase. De 1924 à 1933, Trotsky voulait redresser le cours de l'internationale communiste. A partir de la victoire du nazisme, il estime que ce n'est plus possible et il décide donc en 1938 de proclamer la IVème internationale dont il précise le projet révolutionnaire dans le célèbre « [programme de transition](#) ».

Avec cette histoire très (trop) brève des premières années du trotskisme, nous voyons poindre une première définition de ce qu'est le trotskisme. Le trotskisme c'est le combat pour le socialisme qui passe par l'organisation d'une internationale révolutionnaire regroupant des partis de plusieurs pays. Il ne peut pas être question de trotskisme sans cette perspective d'une internationale révolutionnaire. Sur plusieurs points le programme de transition doit être modifié mais il reste, dans les grandes lignes, parfaitement valable et il doit donc être aussi une indispensable référence du trotskisme.

Le trotskisme est donc défini en premier lieu par ces deux points fondamentaux :

- Le regroupement et l'organisation d'une internationale révolutionnaire.
- La référence au programme de transition que nous voyons comme un condensé de l'expérience révolutionnaire depuis Marx jusqu'à la veille de la seconde guerre mondiale.

Nous voyons que cette définition rejette d'emblée hors du champ du trotskisme les militants de "Lutte Ouvrière" qui ont eux-mêmes écrit : « *Lutte Ouvrière s'est construite indépendamment des diverses organisations se réclamant de la IVème internationale* ». Ah bon ! Et pourquoi cela ? Les dirigeants de Lutte Ouvrière estiment-ils que Léon Trotsky fût un grand révolutionnaire mais que, sur ses vieux jours, il a eu cette lubie de vouloir une IVème internationale sans doute parce qu'il était un peu sénile ? A moins qu'ils estiment qu'il s'agissait d'une décision sans importance prise sur un coup de tête. Assurément, Trotsky n'aurait pas accepté que les militants de Lutte Ouvrière se réclament de lui.

Nous avons commencé le ménage en sortant du champ des trotskistes le NPA et Lutte Ouvrière. Pour Lutte Ouvrière, il y a plein d'autres arguments pour montrer qu'ils ont bien peu de points communs avec le trotskisme. Je renvoie ceux qui veulent creuser la question à l'excellent article du site « Maghreb socialiste » intitulé « [Lutte ouvrière : au nom du « trotskisme », une soumission totale au stalinisme et à ses avatars](#) ».

6. Les lambertistes ont assuré la continuité du trotskisme

Il va nous falloir parler maintenant des lambertistes. Nombreux sont ceux qui n'en ont jamais entendu parler ou qui n'ont entendu à leur sujet que les sornettes que la presse dominante se plaît à répéter : il s'agirait d'une secte qui en pratiquant l'entrisme aurait pénétré les rouages de l'Etat dans le but de faire de sombres complots... La réalité est tout autre. Les organisations

lambertistes comme l'AJS (Alliance des Jeunes pour le Socialisme) et l'OCI (Organisation Communiste Internationaliste) étaient en mesure de jouer un rôle de premier plan dans la lutte des classes au moment de l'élection de Mitterrand en 1981. L'OCI avait environ 5000 vrais militants. Un militant de l'OCI était reconnu comme tel dans son milieu. Il était implanté dans un syndicat, payé une cotisation de l'ordre de 10% de son salaire. Il avait une activité politique régulière. Les lambertistes étaient la cible des puissants qui les craignaient. Ils étaient d'ailleurs blacklistés par les médias et souvent calomniés. Les lambertistes, héritiers du trotskysme, dirigeaient l'UNEF et la MNEF en milieu étudiant. Ils avaient une forte influence dans toute l'Education Nationale par le biais d'une tendance de la FEN. Ils avaient aussi des gros points d'appui dans d'autres syndicats principalement à FO mais aussi dans la CGT. Ils faisaient des rassemblements monstres notamment 8 000 jeunes au Bourget le 1^{er} février 1969. Ils réunissaient des milliers de personnes dans des meetings sans que la presse n'en dise un seul mot. Cette organisation s'était construite en quelques décennies à partir de quelques dizaines de rescapés du trotskysme. Ils avaient dû pour cela combattre le stalinisme dans des conditions extrêmement difficiles. Les agressions physiques et les campagnes de calomnies et d'intimidations diverses étaient monnaie courante. Cela les avait amenés maintes fois à passer des compromis avec les réformistes du PS pour ne pas être seuls face aux staliniens. Ils votaient par exemple les rapports moraux des réformistes dans les syndicats de la FEN alors que cela était parfois contestable. C'était un délicat jeu d'équilibriste que de savoir passer des compromis sans tomber dans la compromission. Ils étaient à contre-courant de la doxa journalistique qui diagnostiquait une disparition de la lutte des classes. Le 15 mars 1968, « Le Monde » titrait « *Quand la France s'ennuie* » et les organisations dites « d'extrême-gauche » ne voyait de salut que dans l'exotisme révolutionnaire. Seuls les luttes d'émancipation dans les pays du tiers monde et la guerre du Vietnam méritaient de retenir leur attention. Leur activité consistait pour l'essentiel à apporter leur soutien à ses luttes. Au même moment, quelques semaines avant les événements du mois de mai, envers et contre tous, les lambertistes créaient en milieu étudiant la FER (Fédération des Étudiants Révolutionnaires). Les événements de mai 1968 ont complètement confirmé qu'ils étaient les seuls à être dans le vrai.



Les lambertistes formaient donc un mouvement politique relativement puissant mais celui-ci avait des faiblesses. Son mode de fonctionnement interne était très bureaucratique. Pierre Lambert avait tout le pouvoir dans les mains. Du centralisme-démocratique, il avait principalement retenu le centralisme. Plusieurs exclusions bureaucratiques de militants qui devenaient trop encombrants pour Lambert avaient finalement été acceptées par tous alors que bien des militants étaient loin d'être convaincus de leur bienfondé. Ce fut le cas pour [Balazs Nagy](#), exclu en 1972, qui fut un militant étudiant du cercle Petöfi lors de la révolution hongroise de 1956. Quand de bonnes raisons existaient, personne n'était amené à se demander s'il n'y avait pas aussi une responsabilité de Lambert. Ainsi Charles Berg fut exclu pour avoir « emprunté » du fric dans les caisses mais personne ne s'est demandé comment les méthodes de gestion à Lambert avaient permis que cela soit possible. Il est probable que des militants ont été exclus, avec certes de bonnes raisons, mais sans qu'ils aient la possibilité de corriger leur orientation alors qu'ils avaient fait la preuve de leur efficacité dans bien des actions militantes. Ce fut probablement le cas pour Boris Fraenkel exclu en 1966 pour avoir constitué « *une clique sexualo-sectaire, courroie de transmission de l'idéologie décomposée du vieux monde* ». Dès 1955, Lambert avait exclu un groupe, avec probablement des reproches justifiés, mais, Michel Lequenne, l'un des exclus rappelait, à juste titre, un texte de 1953 : *"le centralisme démocratique bien compris ne cherche pas à isoler et à exclure la collaboration d'une minorité du parti, mais au contraire cherche à gagner les minorités à une collaboration et cherche constamment à réduire les frictions éventuelles avec les minorités. C'est précisément par un tel comportement qu'une organisation révolutionnaire démontre sa maturité et la conscience de ses responsabilités devant la classe ouvrière"*. Rappelons-nous que Lénine avait conservé dans le parti bolchevik Kamenev et Zinoviev qui n'étaient pas d'accord pour lancer l'insurrection en octobre 1917 et l'avaient annoncé dans d'autres journaux que ceux du parti. Lambert a décidé d'exclure pour moins que ça et tous les militants l'ont accepté. De manifestes erreurs de la direction de l'OCI n'étaient pas discutées comme par exemple le fait que la FER avait appelé à quitté les barricades dans la nuit du 10 mai 1968 comme si Lambert craignait que son propre rôle soit contesté. La responsabilité de Lambert dans ces déviances était essentielle mais toute l'organisation était concernée. Les meilleurs des dirigeants révolutionnaires comme Stéphane Just et Pierre Broué étaient, eux aussi, impliqués dans l'exclusion de Balazs Nagy par exemple. Il était finalement admis par tous qu'il ne fallait pas discuter dans ces cas. Les militants en venaient souvent à avoir une "foi religieuse" dans les dirigeants au lieu de penser par eux-mêmes et de dire bien fort ce qu'ils pensent. D'autres, exclus plus tard, dirent :

"C'est notre lourde faute à nous de n'avoir pas réagi et dit tout haut ce que nous pensions. L'atmosphère était, (et est toujours au sein de ce parti) celle de la dissimulation, du clair-obscur et de l'opacité".

Une autre dérive grave de l'OCI fut certainement le recrutement massif de permanents dans la dernière décennie, avant l'élection de Mitterrand. Il n'était pas sain qu'il y ait eu sans doute près d'une centaine de professionnels dans l'OCI elle-même ou dans des syndicats. Ceux-ci étaient entièrement dépendant de Lambert. J'ai vu ainsi des permanents envoyer des militants s'exposer à la répression patronale dans leur entreprise. Les mêmes permanents-dirigeants étaient capables d'expliquer par la suite qu'il fallait exclure d'une cellule un militant qui s'était retrouvé au chômage puisqu'il était devenu une source de démoralisation pour les autres. Un dirigeant révolutionnaire devrait au contraire prendre la mesure des risques encourus et protéger les militants mais cela échappe assez vite à des permanents qui ne risquent rien. Dans le même ordre d'idée les étudiants révolutionnaires devraient avoir l'obligation d'être reçus à leurs examens. L'OCI a sacrifié beaucoup de militants. Bref l'OCI était une organisation qui affichait pour l'essentiel une ligne révolutionnaire correcte mais le « ver était dans le fruit ». Il y avait

de ce point de vue une certaine similitude avec des partis de la IIème internationale à la veille de la guerre 1914-18.

L'OCI restait cependant une organisation révolutionnaire parce que l'orientation de Lambert restait celle du Programme de transition. Mais, si Lambert déviait de cette route qui pourrait, avec ce mode de fonctionnement bureaucratique, redressait la barre ?

7. En 1981, les lambertistes capitulent

Dans les années qui ont précédé 1981, les déviations sont devenues beaucoup plus graves. Une étrange symbiose est apparue entre certains pans de l'OCI et le PS au moment où, avec le programme commun, l'alliance entre le PS et le PCF ne devait se faire, du point de vue de François Mitterrand et de ses amis, qu'à la condition que le PS soit plus puissant que le PCF. Cette obscure symbiose va grandement aider le PS à prendre ainsi un point d'appui face au PCF dans le milieu étudiant d'où il était absent. Le PS va en effet s'accaparer, à peu de frais, la direction de l'UNEF.

Les mœurs des dirigeants lambertistes en milieu étudiant connurent alors une profonde mutation. Dans les élections au CROUS le bourrage d'urnes — pratique complètement étrangère aux trotskystes — devint une pratique admise pour « battre les stalinien ». Après avoir gagné la direction de l'UNEF en faisant campagne contre la politique de participation des syndicats aux instances de gestion des universités, les élus de l'UNEF investirent les structures participatives. Plus étonnant encore sera une pratique de financement de l'OCI bien étrange. Les cadres demandèrent aux militants de se faire octroyer une aide personnelle auprès du service social dont ils dépendaient pour la verser à l'OCI. Une militante protestera en écrivant « *Un comble ! Poussant l'absurde à l'excès, j'ai proposé pour la bonne cause, la prostitution ou la quête dans les églises.* » (Lettre citée par Pierre Salvaing dans « [Ce que je sais de ce que fut l'OCI](#) », document accessible sur le web). Ces mœurs n'ont rien à voir avec le trotskysme.

Il y a eu pire encore : les largesses de Pierre Fougeyrollas, universitaire, cadre de l'OCI, et ami de Pierre Lambert, à l'égard d'autres cadres de l'OCI. Il est bien connu qu'il a offert un poste d'assistant en sociologie à Benjamin Stora ce qui a permis à celui-ci de poursuivre une carrière d'universitaire et d'historien. Que serait-il aujourd'hui sans cette tricherie et qu'est devenu l'étudiant anonyme de sociologie qui, en toute équité, aurait dû avoir ce poste ? Il reste, sur ce dernier point, un petit pan de l'Histoire que Benjamin Stora n'écrira pas. Comment Fougeyrollas, Benjamin Stora et tous les lambertistes peuvent-ils à la fois se prononcer pour des règles d'impartialité lors des recrutements de la fonction publique et s'accommoder entre copains de ces ignobles magouilles dont je suis l'une des victimes ?

Ce même Pierre Fougeyrollas a fait aussi un joli cadeau, qui ne lui a rien coûté, à Jean-Christophe Cambadélis. Celui-ci n'a pas brillé par ses études universitaires. Il s'est inscrit de nombreuses fois en première année à l'université dans diverses disciplines. Il n'a eu ni licence, ni maîtrise. Il n'a donc pas pu en principe obtenir un DEA mais Pierre Fougeyrollas lui a tout de même fait cadeau d'une thèse en sociologie après avoir cautionné un dossier manifestement truandé. Il s'était inscrit auparavant en DESS au Mans sans avoir ni licence, ni maîtrise. La même année, il était d'ailleurs inscrit à Paris en Licence. Dans ce DESS, bon nombre des truands qui seront condamnés avec J. C. Cambadélis dans l'affaire de la MNEF s'étaient inscrits ensemble. [Ces informations ont été dévoilées par Laurent Mauduit](#), journaliste à Médiapart, qui était lui aussi militant de l'OCI à l'époque mais n'a guère apprécié toutes ces turpitudes.

Rappelons que Pierre Fougeyrollas et Jean-Christophe Cambadélis étaient des proches de Pierre Lambert ce qui confirme une fois de plus que « *Le poisson pourrit par la tête* ».

Ce n'est qu'en 1986 que les dirigeants de l'UNEF, avec le docteur es sociologie à leur tête, sont passés avec armes et bagages au PS mais dès 1980 le secteur étudiant échappait à l'OCI en tant qu'organisation trotskyste. Les dirigeants de l'UNEF avaient déjà un pied dans le PS. Ils y apprenaient la politique à la mode Mitterrand : ruse, manigance, complot, trahison, manipulation, double langage... Ils s'imbibaient des pratiques qui conduiront au scandale de la MNEF. Rappelons que Jean Christophe Cambadélis, notre cher docteur es sociologie, pour ne parler que du plus connu, a été condamné en 2000 à 5 mois de prison avec sursis et 100 000 francs d'amende, puis en 2006 à 6 mois de prison avec sursis et 20 000 euros d'amendes. Tous les "talents" qu'ont ainsi acquis ces militants près du PS leur ont été utiles pour devenir des taupes, à l'intérieur de l'OCI. Le vaillant combat mené pour conquérir la direction de l'UNEF, notamment lors du congrès d'Orléans en 1970, aura été vain.

Le basculement vers la capitulation devant le PS s'opère quand les lambertistes appellent à voter pour François Mitterrand dès le premier tour aux présidentielles de 1981 alors qu'il y avait aussi un candidat du PCF. Le fait de choisir entre social-démocratie et stalinisme et évidemment contraire à la politique de Trotski qui considérait que les IIème et IIIème internationales étaient définitivement passées du côté de l'ordre bourgeois. Aucune considération sur des circonstances particulières ne peut justifier cet écart par rapport au programme des trotskistes. Il faut rappeler ce que peuvent être les positions d'une organisation trotskiste pour ce type d'élection. Il y en a deux : soit elle présente un candidat, soit elle se prononce pour un candidat unique des organisations ouvrières. Elle peut bien sûr appeler à voter d'emblée pour un candidat unique des organisations ouvrières quand il y en a un comme ce fut le cas en 1974 quand Mitterrand était le « candidat du programme commun de la gauche ». Dans les conditions particulières de 1981 où, d'une part il y avait une division dans les rangs des capitalistes entre les partisans de Jacques Chirac et ceux de Valéry Giscard d'Estaing et, d'autre part l'OCI était devenue une organisation puissante, il est clair que les trotskistes devaient présenter un candidat et ainsi ne laisser planer aucun doute sur ce qu'est la politique d'un gouvernement de Front Populaire. Au contraire, en 1981, les lambertistes ont mis leur drapeau et leur politique dans leur poche. Il n'était plus question de critiquer François Mitterrand. Ils ne diront pas un mot de son passé de pétainiste et de bourreau des nationalistes algériens. Ils ont oublié les belles formules de Léon Trotski : « *La vérité est toujours révolutionnaire (...) Dire la vérité sur la bureaucratie réformiste, c'est l'écraser dans la conscience des masses.* » Avec un pareil soutien, bien des militants vont se dire que, quant à soutenir ainsi le PS, il serait sans doute aussi bien d'y entrer. Dans les années qui vont suivre, Pierre Lambert va ainsi faire cadeau de toute une flopée de cadres au PS à commencer par Jean-Luc Mélenchon dès 1977. Il sera suivi par bien d'autres : Lionel Jospin, Jean-Christophe Cambadélis et toute la direction de l'UNEF... Pierre Lambert se livre ainsi à un sabotage de l'organisation trotskyste. Il va d'ailleurs exclure les militants les plus conscients, comme Stéphane Just. Il se fera aider dans cette besogne par Jean-Christophe Cambadélis qui n'était déjà plus à cette époque qu'une taupe du PS dans l'OCI. Les lambertistes vont dès lors contribuer à semer des illusions au lieu de les combattre et principalement l'illusion qu'à elle seule l'élection de François Mitterrand allait apporter des solutions pour les travailleurs. Cela s'est mis en place insidieusement. Avant l'élection l'OCI s'est mise à expliquer qu'un gouvernement PC/PS serait obligatoirement le dernier gouvernement de la Vème république. Certes, l'OCI maintenant qu'un tel gouvernement serait un gouvernement de front populaire mais n'aurait-il pas tout de même, en lui-même, une vertu révolutionnaire puisqu'il devrait inévitablement ouvrir une crise de régime ?

Certes, il était juste d'appeler à voter pour François Mitterrand au 2^{ème} tour afin de battre Giscard d'Estaing, le candidat des capitalistes. Mais c'était la seule raison de ce choix et une véritable avant-garde aurait dû exprimer toute sa méfiance en montrant bien que le combat pour

un gouvernement des travailleurs n'était en rien assimilable à la promotion d'un tel candidat comme président de la république. Le vieux mot d'ordre traditionnel adressé aux dirigeants traîtres : « *Rompez avec la bourgeoisie !* » devait se traduire par : « *Pas d'alliance avec les Radicaux de Gauche ! Pas de ministres à la solde des capitalistes !* » L'OCI a fourni un service d'ordre au PS pour encadrer la manifestation à la Bastille qui, le soir du 10 mai 1981, fêta la victoire de François Mitterrand. Au lieu de pallier ainsi aux insuffisances du PS, une avant-garde aurait dû émettre des mises en garde et des appels à la vigilance contre les trahisons. Au moment où François Mitterrand et les socialistes appelaient la population à rentrer sagement dans ses foyers, il fallait dire que le maintien de la mobilisation populaire était indispensable pour exiger que les élus mettent en œuvre immédiatement leur programme notamment la 90^e des 110 propositions des socialistes : « *Un grand service public, unifié et laïque de l'éducation nationale sera constitué* ». Il fallait exiger que la loi soit votée immédiatement après les législatives afin d'être opérationnelle dès la rentrée scolaire de septembre 1981 ou, au plus tard, à celle de 1982. Il fallait dire que sa mise en œuvre devra être saluée et appuyée par une grande manifestation populaire convoquée par tous les syndicats à Paris. Voilà notamment ce qu'auraient dû être les thèmes de propagande d'une avant-garde qui lutte pour un véritable gouvernement des travailleurs. Ajoutons que, dès que les plans de licenciements dans la sidérurgie ont été annoncés, une véritable avant-garde aurait dû lancer les mots d'ordre : « *Tous à l'Elysée !* », « *A bas les traîtres !* », « *Le pouvoir aux travailleurs !* », « *Grève générale pour l'interdiction des licenciements !* », « *Expropriation et nationalisation de toute entreprise qui ferme, reprise de la production sous le contrôle des travailleurs* ». Les lambertistes ont une grande part de responsabilité dans les mesures catastrophiques prises par les gouvernements de Mitterrand contre les travailleurs (Voir mon livre : [« De François Mitterrand à Jean-Luc Mélenchon »](#)). En fait la principale contribution de l'OCI aura été de fournir une quantité de cadres au PS à commencer par Jospin et Cambadélis.

8. Où vont les lambertistes ?

Depuis leur capitulation, les lambertistes s'enferment de plus en plus dans une politique républicaine et réformatrice qui n'a plus rien de commun avec la lutte des trotskistes pour la révolution socialiste. Formellement, contrairement au NPA, ils continuent à se réclamer du trotskisme mais ils ne le font qu'à travers un courant ou une tendance (Le CCI : Courant Communiste Internationaliste ou la TCI Tendance Communiste Internationaliste) qui n'est qu'une partie d'une organisation apparaissant au grand jour et qui change de nom. Ce fut le Parti des Travailleurs puis le Parti Ouvrier Indépendant. Les lambertistes n'apparaissent donc plus au grand jour en tant que trotskistes. Cela fut décidé par Lambert lui-même, décédé en 2008. Depuis, ils se sont déchirés en 2015 sur des questions qui ne semblent nullement fondamentales. Ils sont maintenant répartis dans deux organisations le POI (Parti Ouvrier Indépendant) et le POID (Parti Ouvrier Indépendant et Démocratique) dans lesquelles se cachent des militants qui continuent à se réclamer du trotskisme les jours de fêtes pour les anniversaires des grands événements du mouvement ouvrier. La bagarre que se sont livrées les deux fractions, qui ont fini par scissionner, a été une pitoyable démonstration de ce que donnent les méthodes bureaucratiques de Lambert arrivées à leur paroxysme. On a eu droit au cours de cette tragi-comédie à des violences physiques, changement de serrures, mensonges et calomnies, recours à la justice bourgeoise... Assurément les trotskistes ne peuvent que fuir ce répugnant spectacle avec tous ses acteurs sans tenter de chercher un côté meilleur que l'autre. Il semblerait qu'il se soit surtout agi de problèmes d'égos. Une majorité de vieux cadres aurait contesté la suprématie de Daniel Gluckstein promu à la direction par la seule décision de Lambert qui l'avait désigné comme dauphin. Daniel Gluckstein s'était trouvé ainsi rapidement

promu à la tête de l'organisation alors qu'il venait à peine de sortir de chez les pablistes. Cela n'a sans doute pas été du goût de militants plus anciens.

Le groupe de Daniel Gluckstein (le POID) s'est particulièrement illustré en crachant son mépris sur les gilets jaunes. J'ai stigmatisé leur attitude dans deux articles auxquels je renvoie le lecteur ([celui-ci](#) et [celui-là](#)). Pour montrer qu'une telle attitude n'a rien de commun avec le trotskisme c'est plus à Lénine qu'à Trotsky que je fais référence. Vous voudrez bien m'accorder qu'ils avaient sur ce point, comme sur beaucoup d'autres, la même analyse. Voici [la citation de Lénine](#) qui me paraît tout particulièrement adaptée pour parler des gilets jaunes :

« La révolution socialiste en Europe ne peut pas être autre chose que l'explosion de la lutte de masse des opprimés et mécontents de toute espèce. Des éléments de la petite bourgeoisie et des ouvriers arriérés y participeront inévitablement - sans cette participation, la lutte de masse n'est pas possible, aucune révolution n'est possible - et, tout aussi inévitablement, ils apporteront au mouvement leurs préjugés, leurs fantaisies réactionnaires, leurs faiblesses et leurs erreurs. Mais, objectivement, ils s'attaqueront au capital, et l'avant-garde consciente de la révolution, le prolétariat avancé, qui exprimera cette vérité objective d'une lutte de masse disparate, discordante, bigarrée, à première vue sans unité, pourra l'unir et l'orienter, conquérir le pouvoir, s'emparer des banques, exproprier les trusts haïs de tous (bien que pour des raisons différentes !) et réaliser d'autres mesures dictatoriales dont l'ensemble aura pour résultat le renversement de la bourgeoisie et la victoire du socialisme, laquelle ne "s'épurera" pas d'emblée, tant s'en faut, des scories petites-bourgeoises. »

A côté des plus opprimés de la classe ouvrière, ceux que Hollande appelle les « sans-dents », nous avons trouvé chez les gilets jaunes des « scories petites bourgeoises » et des « ouvriers arriérés » qui viennent avec leurs préjugés, leurs fantaisies réactionnaires, leurs faiblesses et leurs erreurs. Nous ne trouvons pas les professionnels de la politique et du syndicalisme dument affublés du label « mouvement ouvrier » décerné par Daniel Gluckstein. Mais voilà, « objectivement » les gilets jaunes s'attaquaient au capital.

Ceux qui se réclament du trotskisme devraient, en pareille circonstance, se comporter comme une avant-garde qui cherche à exprimer « *cette vérité objective d'une lutte de masse disparate, discordante, bigarrée, à première vue sans unité* » pour tenter de l'unir et de l'orienter vers la conquête du pouvoir. A l'inverse, le POID rejette avec mépris ces gilets jaunes qu'ils ont enfouis sous un flot de calomnies.

Pour l'essentiel POI et POID pratiquent des politiques qui se ressemblent beaucoup. Ils se sont cependant différenciés lors du premier tour de la présidentielle de 2017. Le POID a exprimé en effet une position correcte en se prononçant pour un candidat unique des organisations ouvrières alors que le POI a appelé à voter pour J.L. Mélenchon. Le POI apparaît ainsi comme une aile « gauche » de la France Insoumise.

Voyons maintenant la position qu'ils adoptent sur la question fondamentale de l'Union Européenne. Ils semblent souvent exprimer la nécessité de rejeter ces institutions. Nous relevons dans leur presse des expressions comme « *Pour la rupture avec l'Union Européenne* », « *Dehors l'Union Européenne* » ou même « *A bas l'union européenne* ». Tout cela est de bon augure, mais nous préférons des expressions claires comme « sortie de l'UE » ou « Frexit ». Si, en refusant ce dernier vocable, ils voulaient manifester leur volonté de ne pas se laisser envahir par la culture américaine, nous ne pourrions qu'être d'accord avec eux. Mais ils seraient dans l'erreur puisque c'est une contraction de « fr » pour France et du mot français « exit » qui est utilisé dans le domaine du spectacle pour parler d'une sortie de scène. Il est référencé par le CNRTL (Centre National de Ressources Textuelles et Lexicales) qui donne [plusieurs exemples de son utilisation](#). Bref, nous ne voyons aucun inconvénient à utiliser ce vocable qui est clair

autant que « sortie de l'UE » sans avoir l'ambiguïté d'un « non à l'UE ». Il a surtout l'avantage de bien marqué l'analogie avec le Brexit qui est maintenant effectif.

Les lambertistes ne sont pas clairs sur cette question. Ils n'ont jamais vraiment expliqué qu'ils veulent quitter l'UE sinon ils diraient comment le faire. Nous savons maintenant précisément comment les anglais ont fait et nous savons donc comment raccourcir cette procédure qui a déjà été mise en œuvre une fois. Ils ne sont pas clairs non plus quand ils nous livrent leur histoire de l'UE qui pêche par de grandes lacunes. Ils ne disent pas que Walter Hallstein était un nazi de premier plan avant de devenir le premier Président de la CEE et de le rester pendant 9 ans. Ils ne se sont pas du tout manifestés sur cette question quand nous avons mené cette bataille de l'information. Cette attitude nous met un peu la puce à l'oreille. Nous nous souvenons qu'ils avaient oublié le passé de Mitterrand lors de son élection en 1981.

Ce n'est pas la même chose d'être contre l'UE ou pour le Frexit ? Ne vous fiez pas aux apparences ! L'expérience montre qu'il y a plus qu'une nuance entre ces deux affirmations. Être pour le Frexit (ou sortie de l'UE) c'est clair, surtout maintenant qu'il y a eu le Brexit. Quand on est pour le Frexit alors on veut que la France quitte l'UE comme l'ont fait les anglais.

Être contre l'UE, quand on regarde un peu ce que les uns et les autres disent, cela ne veut pas dire grand-chose. La plupart du temps, ceux qui disent qu'ils sont contre l'UE n'envisagent nullement que la France quitte l'UE. Autrement dit : ils sont contre le Frexit. Ils sont, le plus souvent pour une autre UE... et ils le disent plus ou moins clairement. On se souvient des explications de Jean-Luc Mélenchon avec « l'Europe on la change ou on la quitte ». En ajoutant qu'il avait « un plan A et un plan B » bien des militants de LFI pensaient que le plan A c'était « on la change » et le plan B c'était « on la quitte ». Que nenni ! Les déclarations de Jean-Luc Mélenchon se faisant plus précises, il a bien fallu admettre qu'il n'était pas du tout question pour lui de quitter l'UE. Il fait partie, comme beaucoup d'autres, de ceux qui sont contre l'UE tout en voulant rester dedans. Autrement dit, il est pour une autre Europe et en clair cela signifie qu'il est pour l'UE. Et c'est bien ainsi que nombre de ceux qui disent qu'ils sont contre l'UE sont en fait pour l'UE. C'est pourquoi maintenant la seule question importante et intéressante est : Êtes-vous pour ou contre le Frexit ?

Alors qu'en est-il des lambertistes qui sont contre l'UE mais ne parlent pas du Frexit ni d'ailleurs du passé de Walter Hallstein. Leurs discours seraient-ils insidieux ? Pour nous éclairer un peu plus, je vais examiner quelques-unes de leurs lubies.



Les lambertistes de tout poil répètent à l'envi que « *il faut en finir avec les institutions réactionnaires de la V^e République* ». Certes les institutions de la V^e République créée par De Gaulle étaient réactionnaires et celles que nous avons actuellement le sont aussi. Ce ne sont pas exactement les mêmes. La constitution a été modifiée 22 fois depuis 1958. Une simple comparaison du texte original et du texte actuel montre l'ampleur des modifications. Le fonctionnement de l'Etat a aussi parfois été grandement modifié dans l'esprit sans l'être dans le texte : introduction de la cohabitation, décision d'un référendum annulée par une décision de congrès... C'est entretenir de la confusion de ne pas le signaler. Le fonctionnement actuel de cette V^e République n'a plus grand chose de commun avec le régime bonapartiste de De Gaulle. Cette évolution montre que le régime actuel sort du bonapartisme pour s'orienter vers une dictature ouverte alors que les lambertistes, avant 1981, avaient prévu que la sortie du bonapartisme amènerait une crise de régime du fait de l'impossible retour à un régime de démocratie parlementaire voulu par le gouvernement PCF/PS (élection de Mitterrand). Ce n'est pas du tout ce qui s'est passé et ce n'est pas ce qui se passe. Macron n'a rien d'un Bonaparte. Nous sortons d'un régime bonapartiste pour entrer dans une dictature (Voir le chapitre « Un régime totalitaire et fascisant » dans mon livre : [« Macron démission – Révolution »](#).) L'adoption de la loi « sécurité globale » est l'une des étapes de cette évolution. D'ailleurs, le rôle des médias dans l'élection de Macron montre qu'il y aurait sûrement une réforme du système d'information à faire aussi importante que bien d'autres changements institutionnels... Mais là n'est pas le plus important. La question importante est : Est-ce que des questions fondamentales trouveraient une réponse si on changeait les institutions en restant dans l'UE ? Ma réponse est : non ! Il y a 27 pays qui sont dans l'UE. Ces 27 pays ont 27 constitutions différentes or, ils appliquent tous la politique de l'UE. C'est cela qu'il faut dire ! C'est cela qui est important ! Nous préférons dénoncer cette dérive d'un régime qui était bonapartiste vers une dictature classique avec les mesures anti-laïques, anti-migrants et liberticides qui se sont accumulées de Mitterrand à Macron. Voici un ensemble de propositions qui vont dans ce sens :

- Une seule école pour : tous l'école laïque. Nous demandons l'adoption, comme première réforme de l'enseignement, de la loi Savary qui avait été refusée par Mitterrand.
- La suppression des camps de rétention. Les règles françaises pour les migrants ne doivent pas être plus répressives que celles des anglais. Les migrants ne devraient pas

chercher à n'importe quel prix à passer en Angleterre. Si nécessaire, la France devra quitter l'espace Schengen.

- Indemnisation pour les manifestants estropiés notamment lors des manifestations des gilets-jaunes. Amnistie pour tous les manifestants condamnés. Remboursement des amendes.
- Suppression des forces de polices compromises dans la répression et les brutalités contre les manifestants. Remplacement par des brigades de sécurité composées de civils volontaires. Celles-ci seront placées sous l'autorité des directions syndicales.
- Répudiation de la dette. Nous ne devons rien.
- Nationalisation sans indemnités ni rachat de tous les grands médias (télévisions, radios, journaux, revues) qui sont dans les mains d'une dizaine de milliardaires.
- Réforme de toutes les règles concernant l'information en s'inspirant du programme du CNR et de ce qui a été acquis en Argentine mais en allant beaucoup plus loin pour en finir avec les dogmes imposés et le système de pensée unique. Garantir la liberté d'expression et la possibilité pour chaque courant d'avoir des canaux d'information en respectant des règles de proportionnalité et d'équité qu'il faut définir.
- Abrogation de toutes les lois liberticides notamment celles de Macron :
 - La loi n° 2017-1510 du 30 octobre 2017 renforçant la sécurité intérieure et la lutte contre le terrorisme.
 - La loi asile et immigration du 10 septembre 2018.
 - La loi dite anticasseurs publiée au J.O. le 10 avril 2019.
 - La loi « sécurité globale ».

Les réseaux sociaux ne doivent faire aucune censure politique.

Un mot d'ordre n'est pas bon ou mauvais en soi. Tout dépend de la situation dans laquelle il est avancé. Lénine dans « *Le gauchisme maladie infantile du communisme* » a expliqué par exemple qu'il ne fallait pas être pour ou contre la participation à des élections « bourgeoises » sans tenir compte des circonstances. Parfois il faut être pour, dans d'autres conditions il faut être contre. En 1981, les lambertistes, s'ils avaient voulu être fidèles au programme de Trotsky, aurait dû présenter un candidat au premier tour de l'élection présidentielle pour expliquer, notamment, qui était Mitterrand sans rien cacher. En 2022, les trotskistes doivent être pour un candidat unique des organisations ouvrières. Ce n'est pas la même position dans les deux cas parce que la situation est différente. Le mot d'ordre du FOU (Front Unique Ouvrier) n'est pas un dogme. Quand les bolcheviques décident l'insurrection en octobre 1917, ils ne sont pas pour l'unité avec les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires. Ils mènent l'insurrection seuls. Ce n'est pas le FOU. Quand un gouvernement de Front Populaire comme celui de François Mitterrand se met en place, une véritable organisation trotskiste ne demande pas en préalable l'unité avec le PC et le PS pour lancer une opposition à la liquidation de la sidérurgie ou du textile.

Revenons donc au mot d'ordre « *Il faut en finir avec les institutions réactionnaires de la Vème République* ». Les mots d'ordre des révolutionnaires et de tous ceux qui veulent défendre les travailleurs doivent permettre d'élever le niveau de conscience des masses populaires. Après le coup d'Etat de 1958 et dans les deux décennies qui ont suivi, ce mot d'ordre était correct. Avec l'élection de Mitterrand les choses sont devenues différentes. Les lambertistes avaient prévu que le gouvernement de Mitterrand serait le dernier gouvernement de la Vème république et, si les lambertistes avaient mené une politique de trotskistes, cela se serait peut-être réalisé mais,

force est de constater que la Vème république, un peu remaniée avec la première cohabitation, est restée en place. Avec le traité de Maastricht en 1992, cela devient encore plus différent. Désormais, pour qui veut élever la conscience des masses, la question des institutions de la Vème république doit s'effacer devant la nécessité d'en finir avec l'UE. Dire qu'il importe d'en finir avec ces institutions devient une source de confusion. Par contre, le mot d'ordre d'assemblée constituante, dans les deux cas, doit être mis en avant ainsi que la revendication d'un gouvernement des travailleurs. C'est bien évidemment ces mots d'ordre qu'il fallait mettre en avant après l'élection de Mitterrand. Et, quand les grands plans de licenciements ont été avancés, il fallait ajouter « *grève générale pour l'interdiction des licenciements* », « *Expropriation et nationalisation de toute entreprise qui ferme, reprise de la production sous le contrôle des travailleurs* », « *A bas les traitres* », « *Le pouvoir aux travailleurs* », « *Tous à l'Elysée* »... Désormais, les mots d'ordre des révolutionnaires sont « *A bas l'UE ! Vive le Frexit* » « *Pour une assemblée constituante* », « *Pour un gouvernement des travailleurs qui impose un plan économique ouvrier et populaire débattu et géré par les travailleurs eux-mêmes* », « *Macron démission !* », « *Gouvernement provisoire PC/PS/LFI* » et pour l'élection présidentielle de 2022 il faut ajouter « *Pour battre Macron, il faut un candidat unique PC/PS/LFI, tout de suite !* »

Cinq partis de gauche créent un Comité pour l'interdiction des licenciements

BEURAINS. Mardi soir, les représentants des sections de gauche de la région de Beaurains, du Parti communiste, du Parti ouvrier, du Parti socialiste et du Parti des travailleurs tunisiens se sont retrouvés à Beaurains pour discuter de la mise en place d'une initiative. Cette initiative des forces de gauche est née d'une réflexion collective et a pour objectif de lutter contre les licenciements. Elle a été présentée lors d'une réunion publique et a été accueillie avec enthousiasme. Les participants ont déclaré : « Il y a un grand besoin de défendre les travailleurs et il y aura des licenciements dans les mois qui viennent. C'est pourquoi nous nous mobilisons ensemble pour interdire les licenciements dans les entreprises. »



Cinq sections des partis de gauche se mobilisent ensemble pour « interdire » les licenciements dans les entreprises.

La saine aspiration des travailleurs à l'unité pour lutter contre les licenciements est dévoyée vers une impasse par les lambertistes qui sèment l'illusion que le gouvernement pourrait interdire les licenciements sans que la France sorte de l'UE

Les lambertistes ont l'art du contre-temps. Ils avancent au mauvais moment des mots d'ordre qui pourraient être bons à d'autres moments. Il y a en effet une autre lubie des lambertistes que je veux dénoncer c'est le fameux « *Pour l'interdiction des licenciements* ». Je viens de dire qu'il fallait lancer ce mot d'ordre après l'élection de François Mitterrand dès que les grands plans de licenciements ont été annoncés. Ce n'est pas ce qu'ont fait les lambertistes à ce moment. Pourtant c'était ainsi qu'il fallait contrer la politique de Mitterrand lequel expliquait que la question des licenciements n'était pas du ressort du gouvernement. Les lambertistes ont avancé ce mot d'ordre plus tard et ils ne cessent de le répéter maintenant. Il n'y a pas lieu de s'étonner qu'ils se retrouvent sur ce mot d'ordre avec des défenseurs de l'UE. Cette revendication est maintenant source de confusion. Les lambertistes laissent entendre qu'il pourrait être mis fin aux licenciements si le gouvernement en prenait la décision tout en restant dans l'UE. Ils laissent penser ainsi que le gouvernement a encore un peu d'initiative dans la vie politique, que cela serait de son ressort. Non ! Mille fois non ! Ne semez pas d'illusions ! Tout se décide à Bruxelles.

Pour ne pas semer la confusion, nous laissons aux lambertistes l'exclusivité de leurs deux lubies :

- Il faut en finir avec les institutions réactionnaires de la Vème république.
- Pour l'interdiction administrative des licenciements.

Ces mots d'ordre ne sont pas les nôtres. Pour en finir avec la dictature que l'Union Européenne et les milliardaires nous imposent étape par étape nos mots d'ordre sont :

- Unité pour chasser Macron et son gouvernement aux ordres de l'Union Européenne et à la solde des milliardaires.
- Frexit.
- Assemblée constituante.
- Gouvernement des travailleurs.
- Pour les présidentielles de 2022 : candidat unique des partis ouvriers dès maintenant. Non aux candidatures de division comme celle de Mélenchon.

9. Les renégats votent pour Chirac et Macron

Après la capitulation du groupe de Lambert, il en est resté un en France qui a tenté d'assurer la continuité du combat révolutionnaire. Il s'appelait [Stéphane Just](#). Je laisse de côté le fait qu'au plan international Nahuel Moreno, dirigeant trotskiste d'Argentine, s'est opposé lui aussi à la dérive du lambertisme. J'y reviendrai ultérieurement.

Stéphane Just fut, en France, le dernier des « bolcheviks » à se battre pour une internationale révolutionnaire. Il aura finalement échoué. Dans mon article : [« Les révolutionnaires qui votent pour Macron et l'extrême-gauche européiste »](#) j'ai déjà un peu évoqué la politique réactionnaire de ceux qui, comme Vincent Prémey, osent se présenter comme les successeurs de Stéphane Just. Ils ont appelé à voter pour Chirac au deuxième tour des élections présidentielles en 2002 puis ils ont appelé à voter pour Macron en 2017. Nous n'en parlerions pas s'ils ne l'avaient pas fait au nom du trotskisme, de Stéphane Just et de Pierre Broué. La position des marxistes est pourtant claire. Elle a notamment été exposée par Trotsky à propos de la prise du pouvoir par Hitler précédée par l'élection présidentielle de 1932. La page de la [Wikipédia consacrée à cette élection](#) explique l'essentiel. Pour « barrer la route à Hitler » les Prémey et autres Besancenot de l'époque appelaient à voter pour Hindenburg « en se bouchant le nez ». Un an plus tard, se bouchant le nez à son tour, Hindenburg offrait la direction du Reich à Hitler. [Trotsky écrivait](#) :

"La social-démocratie a livré à la bourgeoisie la révolution prolétarienne de 1918 et sauvé ainsi une fois encore le capitalisme déclinant. C'est elle, et elle seule, qui a ainsi donné à la bourgeoisie la possibilité de s'appuyer à l'étape suivante sur le banditisme fasciste. Descendant de marche en marche à la recherche du « moindre mal », la social-démocratie (NDLR menant la politique des Prémey et Besancenot de l'époque) a fini par voter pour le feld-marschall réactionnaire Hindenburg, lequel, à son tour, a appelé Hitler au pouvoir. Démoralisant les masses ouvrières par les illusions de la démocratie dans le capitalisme pourrissant, la social-démocratie a privé le prolétariat de toutes ses forces de résistance."

La similitude est totale avec la situation actuelle. Quelle différence y-a-t-il entre Macron et Le Pen pour ceux qui sont derrière Macron (Bernard Arnault, Xavier Niel...) ? Dans les circonstances de 2017 c'était le Macron qu'ils ont fabriqué qui leur convenait le mieux mais ils sont prêts à le changer avec Le Pen ou un(e) autre si les circonstances l'exigent pour sauver

l'UE et tout leur système d'exploitation. Voter pour Le Pen ou Macron c'est voter pour le même camp. Ce n'est pas, ce ne sera jamais le camp des révolutionnaires qui ne veulent surtout pas "priver le prolétariat de toutes ses forces de résistance."

Car après avoir voté pour Chirac en 2002, Vincent Présumey a appelé à voter pour Macron le 7 mai 2017. Il l'a expliqué dans un style alambiqué tout en ayant l'amabilité d'exclure tout opprobre envers les pauvres militants comme nous qui avons refusé de le suivre. Apprécions le style du faux-cul qui n'ose pas dire clairement ce qu'il demande. Dans un [article en date du 2 mai 2017](#), il écrit :

« En fait, dans des millions de familles, de cercles amicaux, de groupes militants, on discute, froidement et passionnément à la fois, de ce qui serait le scénario le moins mauvais, étant entendu que tous deux sont mauvais, le 7 mai au soir. (...) Bref l'intérêt de la classe salariale est qu'elle (Marine Le Pen) soit battue. Cela, en excluant tout opprobre envers les larges couches qui vont, en effet, s'abstenir... »

Je ne peux pas faire mieux sur cette question des élections que de citer Pierre Broué qui écrivait le 28 avril 2002 :

« Entré à l'hôpital pour une opération au lendemain du premier tour, je découvre en sortant que des camarades que j'estime ont jeté par-dessus bord idées et principes et appellent à voter Chirac ! J'avoue avoir reçu ce coup en plein visage et en tituber encore. Mon fils Michel m'offre de m'aider matériellement à exprimer mon point de vue. J'accepte.

Je vais être brutal. Ces derniers jours, dans mon état semi-comateux, ne me récupérant que par morceaux, je me suis cru en août 14. Je ressens l'attitude de ces camarades, et notamment ceux de la Gauche socialiste (dont je ne suis pas et n'ai jamais été), comme un coup de schlague, une humiliation, une initiative très grave. Je suis trop fatigué pour écrire un vrai texte mais je vais essayer d'énoncer des repères.

- *Il n'y a pas de problèmes français. C'est guignolesque d'expliquer que ce vote Chirac deviendra un référendum contre Le Pen. Nous sommes dans le monde et ce que nos concitoyens du monde apprennent, c'est ce que disent leurs journaux : "Les démocrates se rangent derrière Chirac." C'est grave, une vieille du goulag, une hija argentine, me demandent comment c'est possible... et mes amis d'Algérie.*
- *J'affirme que la plupart de vos arguments (je m'adresse à ceux qui veulent voter pour Chirac) relèvent de l'épicerie. Ce ne sont pas les totaux de voix qui comptent mais la création, les manifestations, les réunions, les prises de parole, autrement dit la solidarité, l'élan, la ténacité et l'attachement au monde du travail. Je n'oublie pas celui qui m'a dit, quand j'ai quitté l'hôpital : « Il faut dire à Jospin qu'on l'aime. » Se cracher les uns sur les autres, même si on a raison dans sa rogne, cela ne profite qu'à Chirac et Le Pen. Il faut s'abstenir de violences verbales sans renoncer au débat et à la critique.*

Marx et Ledru-Rollin, Trotsky et Hindenburg.

- *Déjà, Marx refusait le vote pour Ledru-Rollin et Trotsky celui pour Hindenburg. Honnêteté et courage. Vous qui dénoncez l'escroc et le super-menteur et qui avez de jeunes enfants, vous le leur dites comment, que vous votez pour lui ? Je crois que, dans votre désarroi, vous cherchez désespérément à gagner... du temps. »*

- *On ne gagne rien à se renier. Il faut marcher de l'avant, faire un Premier Mai grandiose, aider la jeunesse à renouer avec les traditions qu'elle cherche. Michel écrit qu'il appelle à voter Chirac, « la rage au cœur ». Dans le mien, mes camarades, il n'y a pas de rage, mais nos espoirs, nos rêves, ce monde nouveau que vous voulez et qui sera vôtre, les jeunes, et toute l'amitié et l'amour qu'on a pour vous, connus ou inconnus.*

Et même nos amours mortes et celles qui n'ont pas pu éclore. Non, on ne va pas se masquer pour combattre.

Dans les yeux, face à face, s'il vous plaît, et tête haute.

Bulletins blancs ou nuls !

Vive la vie ! »

Je considère, pour ma part, ce texte de Pierre Broué comme son testament politique. Au même titre que le testament de Lénine, il permet aujourd'hui d'identifier les renégats. Voici une autre citation de Pierre Broué parlant de ceux qui l'ont exclu de l'OCI, [il déclarait](#) :

« Je dirai simplement que, venant d'hommes qui se réclament de Trotsky, ils sont à vomir – littéralement – et que je ne les lis plus »

10. Les renégats défendent l'Union Européenne

Je voudrais pour finir réconcilier virtuellement Pierre Broué avec Stéphane Just. Ils furent sans doute, avec Gérard Bloch, les derniers trotskistes français. Ils se sont opposés mais ils détenaient tous les deux une part de vérité. Ils ont essayé en vain de léguer l'héritage du trotskisme. Stéphane Just décédé en 1997 n'a pas connu l'épisode de 2002 qui a amené tant de reniements. Il n'y a aucun doute sur ce qu'aurait été sa position.

A propos de l'UE, Stéphane Just s'était plusieurs fois prononcé contre les accords de Maastricht. Il avait regroupé des militants qui éditaient le bulletin « Combattre pour le socialisme ». C'est à ma connaissance pour la dernière fois en 2000 que ce bulletin rendait compte de la position de Stéphane Just sur l'UE. [Il s'agissait du bulletin du n°1 de la nouvelle série](#) faisant suite aux bulletins édités précédemment par Stéphane Just lui-même. La tendance à la capitulation sur la question de l'UE y était signalée dans ces termes :

« L'abandon (...) des mots d'ordre du Comité sur la question de l'Europe a été officialisé par ses supporters dans leur bulletin d'octobre 2000 qui publie un article volumineux sur l'Union Européenne. Il n'y figure aucun des mots d'ordre définis par Stéphane Just : « A bas l'Union Européenne, à bas les traités de Maastricht et d'Amsterdam, à bas l'Euro » »

Quelle misère ! Loin de reprendre les mots d'ordre de Stéphane Just, ceux qui se prétendent ses héritiers, se font le relais de la propagande la plus réactionnaire contre le Brexit et contre le Frexit. Tout cela en ayant « jeté par-dessus bord idées et principes » lorsqu'ils ont voté pour Chirac puis pour Macron. Vincent Prémey écrit « le Frexit non merci » et Pierre Salvaing m'écrit dans un mail du 17 avril 2020 « Le "Frexit", pas davantage que le "Brexit", n'est pour moi en rien une revendication ouvrière. ». Et il ponctue son mail d'un « Il est donc inutile que tu cherches à discuter avec moi. » En effet ! Ils ont aussi craché leur haine et leur mépris sur les gilets-jaunes ([Voir le Supplément à CPS n°71](#)) autant que l'avait [fait Daniel Gluckstein que j'avais dénoncé à l'époque](#) dans [deux articles](#). Ajoutons au tableau qu'ils se sont réjouis qu'un groupe de soi-disant historiens ait contesté que [Walter Hallstein fut un nazi de premier plan](#). Ils se sont en effet empressés de publier leur torchon. Quel bilan ! Ils votent pour Macron, crachent

leur mépris sur les gilets jaunes, défendent l'UE au point de nier que Walter Hallstein était un nazi. Ils sont pires que le POI et le POID qui, formellement, continuent à se prononcer contre l'UE et n'ont jamais voté pour Macron.

Ils défendent maintenant une politique réactionnaire au nom du trotskisme, de Stéphane Just et de Pierre Broué.

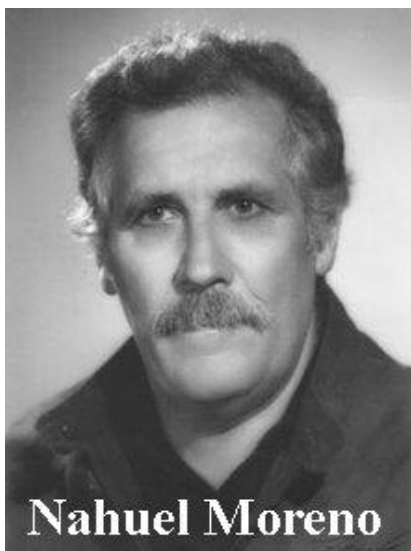
Décidément, il n'y a plus de trotskistes en France. Parmi ceux qui se réclament du trotskisme nous en voyons qui votent pour Mélenchon d'autres pour Macron. Certains sont contre le Frexit, d'autres crachent sur les gilets-jaunes et, bien sûr, quelques-uns cumulent.

11. Avec l'AGIMO, pour la révolution socialiste

Avec l'AGIMO (Avant-Garde Internationaliste du Mouvement Ouvrier), nous ne pouvons pas prétendre assumer à nous seul la continuité du trotskisme avec sa dimension internationale. Il est pourtant indispensable que l'expérience accumulée au niveau mondial pour construire un parti international de la révolution soit transmise. Nous serions sinon condamné à un retour vers l'aube du mouvement ouvrier, vers l'époque où le marxisme n'existait pas. Bien des militants des gilets-jaunes se sont trouvés ainsi désemparés à la recherche des voies vers la révolution. Or, en montrant qu'il n'y a plus de trotskistes en France, j'ai montré que la chaîne de transmission de l'expérience révolutionnaire a été rompue. La capitulation des lambertistes en 1981 a été la cause première de cette rupture. Cependant, la continuité aurait pu être assurée si le petit groupe de militants regroupés par Stéphane Just, pour reprendre le flambeau, avait tenu bon. Mais, ce groupe a lui aussi capitulé en abandonnant le combat contre l'Union Européenne vers l'an 2000. La chaîne de la continuité du marxisme a donc été rompue en France à l'aube du troisième millénaire.

Mais, au niveau international, un autre trotskiste avait résisté à la capitulation des lambertistes. C'était le dirigeant argentin Nahuel Moreno. Il est donc maintenant le seul à avoir pu transmettre l'héritage de la lutte révolutionnaire. Mais, après son décès en 1987, ses héritiers politiques se sont déchirés et il n'est pas facile de voir clair dans leurs désaccords.

Il faut donc essayer de comprendre où en sont les organisations d'Argentine qui se réclament de l'héritage de Nahuel Moreno et, éventuellement, essayer de prendre contact avec elles pour voir si nous pouvons trouver un accord (voir notre article [« Le trotskisme en Argentine »](#)). En attendant, nous sommes assurément les seuls en France à pouvoir encore prétendre lutter pour la révolution socialiste



- Unité pour chasser Macron et son gouvernement aux ordres de l'Union Européenne et à la solde des milliardaires !
- Pour les présidentielles de 2022 : candidat unique des partis ouvriers dès maintenant. Non aux candidatures de division comme celle de Mélenchon.
- Macron démission !
- Gouvernement provisoire PC/PS/LFI.
- A bas l'Union Européenne !
- Frexit !
- A bas l'OTAN !
- Solidarité complète avec les gilets-jaunes !
- Assemblée constituante !
- Gouvernement des travailleurs !
- Pour la Révolution Socialiste !
- Pour un parti mondial de la Révolution !